HAL
open science

L'émergence d'une " société civile écologique ": le mouvement de la permaculture (1978–2017)

Laura Centemeri

▶ **To cite this version:**

Laura Centemeri. L'émergence d'une " société civile écologique ": le mouvement de la permaculture (1978–2017). The Tocqueville Review/La revue Tocqueville, 2023, 44 (1), pp.113-136. 10.3138/ttr.44.1.113 . hal-04114702

HAL Id: hal-04114702

https://hal.science/hal-04114702v1

Submitted on 2 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laura Centemeri, 2023, L'émergence d'une « société civile écologique » : le mouvement de la permaculture (1978-2017), *The Tocqueville Review*, vol.44, n.1, pp. 113-136, https://doi.org/10.3138/ttr.44.1.113

L'émergence d'une « société civile écologique» : le mouvement de la permaculture (1978-2017)

Laura Centemeri
Chargée de recherche CNRS
Centre d'Études des Mouvements Sociaux (EHESS, CNRS, INSERM)
laura.centemeri@ehess.fr

En France, comme ailleurs en Europe, ces dernières années le mot « permaculture » est devenu familier au public sensible à la cause climatique. Ce terme est la contraction de « culture permanente » et peut être utilisé pour indiquer : un mouvement social qui opère à la frontière entre science, technique et politique ; la méthode de conception (ou méthode de *design*) que le mouvement a vocation à diffuser ; les réalisations concrètes de cette méthode ; la vision de la société promue par le mouvement sous la forme de trois principes éthiques: « prendre soin » de la terre et des humains (*earth and people care*) et favoriser le partage équitable des ressources (*fair share*).

Le mouvement de la permaculture a été l'un des mouvements environnementaux qui a connu la croissance la plus rapide dans les années 1980 et 1990 (Madge, 1997, p. 51). Malgré sa diffusion désormais mondiale, il est peu étudié (Ferguson et Lovell, 2015), une anomalie qui s'explique par le fait qu'il s'agit d'un mouvement dont le répertoire d'action n'est pas celui de la contestation mais de la *préfiguration*.

La préfiguration suppose l'inscription de la vision du changement social d'un mouvement non seulement dans ses objectifs déclarés mais également dans ses activités concrètes, à commencer par ses formes organisationnelles (Yates 2015 ; Monticelli 2022). Dans le cas de la « préfiguration écologique » (Centemeri et Asara 2022), on parle aussi de « écotopie » (Lockyer et Veteto, 2013) pour désigner un type d'activisme environnemental caractérisé par une vision interstitielle du changement social et inspiré de l'« écologisme », l'idéologie politique qui prône la nécessité de « changements radicaux dans notre relation avec le monde naturel non humain et dans notre mode de vie sociale et politique » (Dobson, 2007, p3).

La recherche d'une homologie entre les moyens et les fins et l'anticipation projective de la société future souhaitée dans l'ici et maintenant prennent la forme, dans les expériences de préfiguration écologique, d'espaces (urbains et ruraux) d'expérimentation de réponses écologiques et socialement responsables aux besoins de subsistance. Concrètement, cet

activisme se traduit essentiellement par des initiatives visant à construire des (réseaux d') économies locales « alternatives » qui inscrivent les objectifs de durabilité écologique et sociale dans leurs infrastructures et modes de fonctionnement : systèmes monétaires alternatifs, circuits locaux de production et de consommation d'aliments et d'énergie, modes de production agroécologiques, techniques de bioconstruction, ainsi que, dans certains cas, la création de communautés intentionnelles de type écovillage.

Le sociologue David Hess (2007) suggère d'analyser ces mouvements comme l'expression de « voies alternatives » (*alternative pathways*) de développement techno-scientifique. On peut également y voir l'expression de la catégorie plus large de « nouveaux mouvements matérialistes », qui s'engagent à « remplacer les pratiques non durables et à créer des flux et des institutions alternatifs, productifs et durables » (Schlosberg, 2019, p. 3). Par ailleurs, ils promeuvent « un nouvel *ethos* » autour de la reconnaissance explicite de l'imbrication des êtres humains et des systèmes naturels (Schlosberg et Coles, 2016). Leur objectif est de « reconfigurer ou préfigurer une nouvelle relation avec les nécessités matérielles de la vie quotidienne et de l'*institutionnaliser* » (Schlosberg 2019, p. 16, je souligne). De ce fait, leur interprétation en tant que mouvements de « style de vie » (Haenfler *et al.*, 2012) apparaît réductrice, voire trompeuse.

Les mouvements écotopiques ont fait leur apparition à la fin des années 1970 dans les pays du Nord global et ils ont contribué au développement de « vocabulaires de motifs » (Trom, 2001) écologiques et de nouveaux « styles relationnels » (Eliasoph et Lichterman, 2003), tant dans la manière de traiter les autres que dans les manières de se rapporter au monde matériel, aux écosystèmes, aux plantes, aux animaux et aux autres êtres vivants. Il s'agit de réseaux d'innovation sociotechnique qui répondent à l'exigence d'une nouvelle normativité de la vie quotidienne et qui contribuent à l'émergence de nouveaux « imaginaires sociotechniques » (Jasanoff et Kim, 2015, p.4), reflétant la conviction que l'on ne peut pas séparer clairement le global et le local, la technosphère et la biosphère, les sociétés humaines et les écosystèmes, la nature et la culture.

À partir des données d'une recherche menée dans la période 2014-2019 sur l'origine du mouvement de la permaculture, les modalités de sa diffusion transnationale et sa présence actuelle en Italie et dans d'autres pays du sud de l'Europe (Centemeri, 2018, 2019), je propose une analyse de l'évolution du mouvement sous l'angle du poids croissant en son sein des formes d'appropriation individualisée mais également de « préfiguration ouverte » (Dhaliwal, 2012 ; Asara et Kallis, 2022). Alors que la « préfiguration fermée » préconise la

création de communautés avec une identité forte et partagée et une frontière nettement délimitée séparant l'intérieur de l'extérieur (Reinecke, 2018, p. 1302), la « préfiguration ouverte » favorise les « collaborations » (Tsing, 2005) entre les activistes de la permaculture et d'autres mouvements et groupes sociaux. Dans les conclusions, je reviens sur les risques associés à la « fluidité » (De Laet et Mol, 2000) de la permaculture comme méthode de préfiguration écologique, mais également sur la contribution de ce mouvement aux luttes pour la justice environnementale et climatique.

1. Aux origines d'une « méthode de conception »: les premiers pas du mouvement

La diffusion d'un mouvement social n'est jamais simplement une question d'imitation ou de contagion politique. Il s'agit plutôt d'une dynamique multidimensionnelle reflétant la profusion de sujets, de réseaux et de mécanismes qui interviennent dans ce processus (Givan *et al.*, 2010). On a beaucoup écrit sur la diffusion des mouvements de protestation, la circulation de leurs slogans, de leurs « cadres » et de leurs répertoires, et leurs résultats politiques (*political outcome*) (Snow et Benford 1999) . Moins a été dit des mouvements de préfiguration tels la permaculture, sur les spécificités des opérations de traduction qui facilitent leur implantation dans des contextes variés et la diversité des « impacts » qu'il est nécessaire de prendre en compte pour en évaluer les retombées.

Le mouvement de la permaculture est né en Australie à la fin des années 1970 en tant que mouvement d'éducation visant à diffuser et à rendre accessibles les connaissances scientifiques de base sur le fonctionnement des écosystèmes. Ces connaissances sont propédeutiques à la transmission d'une méthode de conception, qui s'appuie sur des « principes de conception » utiles pour l'organisation durable des activités humaines dans un milieu. Ces principes – entre autres : travailler avec la nature et non contre ; observer avant d'interagir ; appliquer l'autorégulation et accepter la rétroaction (*feedback*) ; intégrer à la place de séparer ; utiliser la diversité et la valoriser ; utiliser les bords et valoriser les marges - sont issus à la fois des connaissances scientifiques en matière d'écologie et des connaissances tirées des expériences historiques de gestion durable des ressources, en particulier celles des peuples indigènes et des agricultures paysannes traditionnelles.

Le résultat souhaité de l'application de la méthode de la permaculture est la création de socio-écosystèmes qui sont à même de se perpétuer dans le temps, d'où la référence à la « permanence ».

Le mouvement de la permaculture a vocation à promouvoir l'application de la méthode homonyme et à soutenir les initiatives concrètes réalisées sur sa base, par la création de

réseaux qui favorisent la circulation et le partage de connaissances et d'expériences ainsi que les pratiques d'entraide et les dynamiques d'échange et collaboration pouvant aboutir à la naissance de nouvelles institutions, tant économiques que sociales.

Pour les partisans de ce mouvement, la « capacité de permanence » d'une communauté humaine dans un milieu est étroitement liée à l'usage de formes d'énergie renouvelable pour en garantir la subsistance et la reproduction. En tant que méthode, la permaculture est conçue comme un outil d'aide à la reconfiguration des modes de subsistance afin de réduire les apports d'énergies non renouvelables, en particulier les énergies fossiles. Il importe pour cela de s'inspirer des modes de fonctionnement des écosystèmes pérennes observables dans la nature, selon un principe d'*écomimétisme* (ou *biomimétisme* au sens de Benyus, 1997). Cependant, cette transformation ne se limite pas aux aspects techniques : elle touche tout autant à la création de nouvelles institutions de régulation (dimension politique) et au développement personnel d'un *ethos*, au sens d'une manière de se conduire au quotidien (Puig, 2010). En particulier, il s'agit de promouvoir un *ethos* de la responsabilité individuelle, de l'autolimitation (y compris en matière de procréation) et de l'attention aux interdépendances sociales et écologiques, ce qui se résume dans les trois principes éthiques évoqués plus haut (*earth care*, *people care*, *fair share*).

Une « permaculture » est le résultat conjoint de ces différentes transformations, sur le plan technique, politique et éthique. Ce résultat est censé assumer des formes qui varient selon les spécificités des contextes et des êtres (humains et non) impliqués. Il en découle que le mouvement de la permaculture ne se base pas sur la diffusion d'une *solution* (une technique agricole, une norme de conduite, un modèle d'organisation sociale) mais plutôt sur la diffusion d'une *éthique* et d'une *méthode* d'analyse et d'élaboration de solutions à même de traduire cette éthique dans des réalisations concrètes adaptées à des contextes spécifiques. Autrement dit, il n'y a pas une forme de vie « permaculturelle » qu'il suffirait d'adopter mais il est toujours possible de « concevoir » (*to design*) une pluralité de chemins vers la permanence. D'où le potentiel de la permaculture à réconcilier écologie et démocratie.

Dans cette perspective, la méthode de la permaculture est une méthode de *design* et le mouvement de la permaculture un « activisme par le *design* ». (Fuad-Luke, 2009). Le *design* est ici à entendre, selon la définition qu'en donne Ezio Manzini (2015), comme une capacité humaine (et non pas une compétence professionnelle) issue de la combinaison entre trois ingrédients. D'abord, le « sens critique », c'est à dire l'habileté à regarder l'état des choses et à y reconnaître ce qui ne peut pas, ou ne devrait pas, être acceptable. Ensuite, la « créativité »,

c'est à dire l'habileté à imaginer quelque chose qui n'existe pas encore. Enfin, le « sens pratique », c'est à dire l'aptitude à reconnaître des manières possibles de réalisation.

1.1. De la Tasmanie à la diffusion en Australie : une (agri)culture permanente pour changer la société

En tant que pratique qui répond à l'exigence vitale de se nourrir, l'agriculture est la première activité humaine dont il faut penser l'organisation sous des formes qui en garantissent la permanence. La permaculture est avant tout, et tout d'abord, la conception d'une « agriculture permanente » qui est nécessaire pour qu'il puisse exister une « culture permanente ».
L'expression « agriculture permanente » apparaît au cours des années 1910 aux États Unis, dans les écrits de deux agronomes, Franklin Hiram King et Cyril Hopkins, et est ensuite reprise, à la fin des années 1920, par Joseph Russell Smith, considéré aux États Unis comme le père de l'agroforesterie et par ailleurs activiste de la communauté des Quakers libéraux, ce qui explique ses prises de position pacifistes et critiques du modèle de développement américain.
En s'inspirant de ces antécédents, le terme *permaculture* est forgé par les australiens Bill Mollison (1928-2016) et David Holmgren (1955-), unanimement considérés comme les inventeurs de la méthode et les initiateurs du mouvement (Ferguson et Lovell, 2014, p. 253).
C'est en Tasmanie, île située à l'extrémité sud-orientale de l'Australie, que se produit à la moitié des années 1970 la rencontre « fortuite » entre Bill, à l'époque professeur de psychologie de l'environnement à l'université de Hobart, biogéographe autodidacte, au parcours quelque peu aventureux, et David, un étudiant désireux d'approfondir ses connaissances en matière d'*environmental design*. Dans cette « périphérie » du Nord global, les débats déclenchés par la publication d'ouvrages tels le rapport commissionné au MIT par le Club de Rome – et paru en 1972 sous le titre *The Limits to Growth* - alimentent, comme ailleurs, la réflexion sur la nécessité d'un changement radical dans les formes d'organisation de la vie matérielle des sociétés industrialisées (Mulligan et Hill, 2001).
En 1978, Mollison et Holmgren publient le livre *Permaculture One. A Perennial Agriculture for Human Settlements* (Mollison et Holmgren, 1978). Dans ce texte, la permaculture est présentée comme la méthode qui permet de concevoir et de créer des environnements « nourriciers et sains » (*healthful and nurturing environments*) pour l'ensemble des êtres et qui, de ce fait, permettent la perpétuation de la vie, sous toutes ses formes. La même année, inspiré par le message de Mollison et Holmgren, l'australien Terry White lance la publication périodique *Permaculture*. Toujours en 1978 a lieu le premier cours de permaculture, organisé

en Tasmanie par Mollison. Il dure trois semaines et 18 personnes y participent. Les premiers groupes de permaculteurs commencent ainsi à s'organiser partout en Australie, à l'initiative de quelques « pionniers » (Dawborn et Smith, 2011).

Comme dans d'autres pays de l'Occident industrialisé, les années 1960-1970 ont été marquées en Australie par l'émergence d'un mouvement contre-culturel de « retour à la terre » (Crosby *et al.*, 2014). La permaculture est ainsi présentée, par ses initiateurs et premiers promoteurs, comme un outil qui vient en soutien de ces projets, portés la plupart du temps par des individus ou groupes ayant très peu de connaissances en matière d'agriculture et d'autres métiers pratiques, et confrontés aux difficultés d'organiser le fonctionnement de ces lieux de vie et de production. Le but est d'offrir un outil pratique à ceux qui souhaitent inscrire ces expériences de préfiguration dans un horizon de permanence.

Dans la section suivante, j'examine les différentes stratégies et les instruments qui, en moins de deux décennies, ont mené cette proposition d'une petite université de Tasmanie à une diffusion planétaire.

2. Stratégies directes et indirectes de diffusion (1978-1996)

C'est Mollison qui a d'abord soutenu la diffusion de la permaculture, par son activité de conférencier et ses apparitions dans les médias (télévision, journaux). Son activisme lui a valu, en 1981, le *Right Livelihood Award*, connu comme le prix Nobel « alternatif ». Dans ses interventions, il rappelle régulièrement son expérience de militant écologiste. Il y souligne sa prise de distance des modalités protestataires d'engagement et son refus des clivages traditionnels, notamment celui entre la gauche et la droite. Il affirme ainsi sa volonté d'apporter une « proposition positive » à la société. Ce positionnement relève d'une posture post-idéologique et résonne avec l'esprit post-politique désormais ambiant [1]. De nombreux témoins de l'époque mentionnent la proposition « positive » de la permaculture, le fait qu'elle offre des solutions et qu'elle prône un message constructif, pour expliquer leur intérêt initial pour ce mouvement[2].

À part l'investissement personnel de Mollison, la permaculture circule à travers la revue homonyme et les livres (Mollison 1979 et 1988). La diffusion de ces publications se fait

[1] J'utilise ici le terme post-politique dans le sens d'« une situation dans laquelle le politique - compris comme un espace de contestation et d'engagement agonistique - est de plus en plus colonisé par la politique - comprise comme des mécanismes technocratiques et des procédures consensuelles qui opèrent dans un cadre indiscutable de démocratie représentative, d'économie de marché et de libéralisme cosmopolite. Dans la post-politique, les contradictions politiques sont réduites à des problèmes politiques devant être gérés par des experts et légitimés par des processus participatifs dans lesquels le spectre des résultats possibles est étroitement défini à l'avance » (Wilson et Swyngedouw, 2014, p.6).

[2] Voir les témoignages collectées par Dawborn et Smith (2011).

principalement par les réseaux des mouvements d'agriculture alternative, dont l'émergence remonte aux années 1920 (Barton, 2018 et Bivar, 2018) : agriculture biodynamique, « organique », « naturelle » selon les préceptes du japonais Masanobu Fukuoka. Par ailleurs, les réseaux des mouvements de santé et alimentation alternatives (comme la macrobiotique, elle aussi d'origine japonaise) ont également joué un rôle important.

Tous ces mouvements partagent avec la permaculture l'idée qu'il faut contribuer à multiplier les « alternatives » écologiques, sociales et économiques. Leur diffusion massive créera – c'est ça l'idée - les conditions de l'obsolescence des réseaux sociotechniques existants et rendra la transition écologique inévitable. D'où une attitude possibiliste à l'égard du rôle que pourraient jouer certaines institutions du capitalisme pour soutenir ce processus de diffusion. L'objectif de multiplier les alternatives trouve son fondement dans l'idée post-politique que le changement n'est pas le fruit d'un conflit et d'une « prise de pouvoir », mais d'un changement au niveau des consciences qui libère ainsi des ressources pouvant alors être tournées vers la transition écologique. D'abord des niches, les alternatives sont destinées à devenir hégémoniques. Une telle vision de la « niche » favorise une stratégie de préfiguration fermée, qui prédomine dans les premières années de diffusion de la permaculture et qui se concrétise dans les liens très étroits tissés avec le mouvement des écovillages (Lockyer et Veteto 2013).

Parallèlement aux formes de diffusion non relationnelles ou indirectes, le mouvement se diffuse également de manière directe, relationnelle et interpersonnelle (Soule, 2004 ; Shawki, 2013), principalement par la formalisation progressive d'un « curriculum » de formation (à partir du *Permaculture Design Course* de 72 heures distribuées d'habitude sur 12 jours) et d'un réseau d'organisations d'éducation dont la dénomination varie entre Institut, Académie, Université ou, simplement, Association. L'idée est de « certifier les connaissances et non les produits », comme cela se fait au contraire dans les réseaux de diffusion de l'agriculture alternative[3].

Les titres attribués par les associations de permaculture (notamment le diplôme en permaculture appliquée) n'ont aucune valeur légale. Ils n'ont de valeur qu'au sein du mouvement et les critères pour leur obtention peuvent varier d'une association à l'autre. Cette forme d'autorégulation a pour finalité de garantir la transmission des éléments fondamentaux de la méthode de conception en permaculture, tout en permettant d'adapter l'enseignement, et donc les formes et contenus de la transmission des savoirs, aux conditions locales et aux

[3] Extrait de l'entretien avec Massimo Candela, ancien président de l'Académie italienne de permaculture (Torri Superiore mars 2014).

sensibilités des facilitateurs et facilitatrices. Mais ce choix est également source de tensions à deux égards : d'une part, la certification des compétences en matière de conception ouvre potentiellement la voie à la création d'un véritable marché de niche (celui des concepteurs et des formateurs certifiés) ; d'autre part, la formation payante en permaculture devient une source essentielle de revenus qui garantit la viabilité économique des « sites de démonstration ».

Ces derniers sont des lieux d'application et d'expérimentation pratique de la méthode de la permaculture qui ont tout autant le rôle de permettre d'expérimenter et d'améliorer la méthode que de « démontrer » que la méthode fonctionne. L'inscription de la permaculture dans une tradition de science appliquée, basée sur la démarche par essais et erreurs, est une perspective soutenue au sein du mouvement par David Holmgren. Après le travail collaboratif avec Mollison, il prend la décision de se retirer de la scène publique et de s'engager, entre autres choses, dans la création d'une ferme expérimentale, Melliodora, à Hepburn (Victoria).

Mollison et Holmgren ne sont pas d'accord sur la manière d'envisager la relation entre dimension technique et politique de la permaculture. Pour Mollison, la promotion de la méthode de la permaculture est un moyen de promouvoir sa vision éco-anarchiste du « biorégionalisme », une forme de « décentralisation radicale » (Rollot, 2019)[4]. La permaculture est vue comme une technique au service d'un projet de société qui est déjà anticipé dans son architecture organisationnelle. L'ancrage à un milieu où apprendre à « réhabiter » est assumé par Mollison en tant que garantie en soi d'une vie « vraie », authentique et proche de la nature. Cette posture est différente de celle qui prône l'ancrage au milieu en tant qu'expérience qui doit permettre de formuler une critique *place-based* (Plumwood, 2008, p.147).

L'influence du biorégionalisme localiste sur Mollison (Pepper, 2007) explique l'importance, dans la diffusion « par médiation » de la permaculture, de *brokers* (Tarrow, 2005) ou « traducteurs » qui, dans les différents contextes nationaux, s'inscrivent dans la même mouvance. C'est le cas en Italie avec Giannozzo Pucci (1944-), qui traduit et publie dans sa maison d'édition le livre de Mollison et Holmgren . Cet aristocrate toscan, qui a été parmi les premiers promoteurs de l'agriculture naturelle en Italie, a toujours été proche d'Edward Goldsmith et de la nébuleuse européenne de *The Ecologist*, et promeut un biorégionalisme marqué par un anti-modernisme aux accents réactionnaires (Audier, 2017).

[4] Pour une vue d'ensemble du mouvement du biorégionalisme, je renvoie à Lockyer et Veteto (2013), Mcginnis (1999).

Dans la vision de Holmgren, en revanche, la permaculture est un outil de conception qui peut soutenir une variété de projets de changement écologique à différentes échelles. Autrement dit, pour Holmgren, la société écologique est à « concevoir » à l'aide de la méthode de la permaculture. En tant que science « holistique » et appliquée, la permaculture a vocation à soutenir des formes de préfiguration écologique ouverte.

Au sein du mouvement, certains commencent à distinguer entre la *purple permaculture* et la *brown permaculture*, afin de séparer deux pôles : un pôle plus idéaliste et proche de l'écologie profonde, et un pôle plus matérialiste, avec une variété de positions intermédiaires. Le pôle matérialiste, quant à lui, peut s'exprimer dans une version technocratique-volontariste, selon laquelle la technologie peut à elle seule changer le monde. D'où les figures de « perma-stars » comme le « pionnier » Geoff Lawton ou le « éco-héros» John D. Liu qui incarnent l'image du concepteur prométhéen qui cherche à « reforester le désert », Lawton en Jordanie et Liu en Chine. D'autre part, ce pôle se concrétise par un matérialisme techno-politique pour qui la technologie est nécessaire pour changer le monde, mais ne suffit pas à elle seule : il faut un engagement sur le terrain du conflit politique.

Cette polarisation a conduit à l'émergence de tensions internes au mouvement, qui ont éclaté au grand jour en 1996, lors de la 6ème « Convergence Internationale de la Permaculture » (IPC). Les rencontres internationales régulières entre les organisations et les praticiens de la permaculture (appelées Conférence-Convergence) constituent un autre dispositif décisif pour la diffusion et l'organisation internes du mouvement, contribuant à renforcer son identité en tant que « communauté de pratique » (Wenger, 1998). La 6ème IPC est organisée en Australie, à Perth, pour la deuxième fois après la première édition de 1984. La rencontre de Perth suit les IPCs organisés à Olympia (Washington, EU) en 1986, en Nouvelle Zélande en 1989, au Népal en1991, au Danemark et en Suède en 1993. La convergence de 1993 avait déjà fait apparaître des tensions avec le mouvement des écovillages, qui s'était entre-temps constitué en réseau mondial (*Global Ecovillage Network* - GEN). Deux questions en particulier avaient suscité le débat : l'importance à accorder à la spiritualité, considérée par les activistes du GEN comme le vrai moteur du changement écologique ; le système de financement du GEN, jugé trop dépendant du système économique standard par certains permaculteurs.

Ces tensions ont resurgi lors de la Conférence internationale de Perth, dans un contexte d'autant plus tendu en raison des critiques dont le mouvement avait commencé à faire l'objet en Australie, sur le plan de sa portée scientifique. Il faudra attendre neuf ans pour qu'une nouvelle Conférence soit organisé, à Motovun, en Croatie, en 2005. Entre-temps, le monde

est bouleversé par la révolution numérique et voit l'émergence d'un mouvement transnational contestant la globalisation néolibérale, dans un contexte de multiplication des états d'urgence (terrorisme international, crise climatique).

3. Appropriations et collaborations: les défis de la préfiguration ouverte (2002-2017)

La phase de crise du mouvement de la permaculture correspond à la période de croissance de l'Internet et à l'éclosion des espoirs et des promesses du monde connecté. Le web se révèle enfin un moyen très puissant de diffusion de la méthode de la permaculture mais avec l'inconvénient de faciliter sa réduction à un ensemble de techniques et de recettes, le travail culturel du mouvement se perdant ainsi dans l'utilisation de formats de communication parcellaires (vidéos, billets de blogs, réseaux sociaux).

La possibilité accrue de se former en totale autonomie à la permaculture conduit alors à l'émergence de nombreuses expérimentations (mais également d'interprétations) individuelles, plus ou moins isolées. Elles se développent parfois dans l'ignorance même de l'existence d'un mouvement organisé de la permaculture et des discussions qui s'y développent. La perte de la fonction de médiation des associations de permaculture favorise des formes d'appropriation individualisée, à savoir l'intégration de la permaculture dans le système de croyances individuel, dans un but de renforcement de ces mêmes croyances. Parallèlement, la permaculture est intégrée aux pratiques d'autres mouvements sociaux, notamment des mouvements de contestation de la globalisation, soit par appropriation, soit sous la forme de collaborations.

La transition vers les années 2000 est en effet caractérisée par le début d'un cycle de protestations associées à l'émergence du mouvement altermondialiste qui fait irruption sur la scène publique avec la violente répression dont il fait l'objet, lors des mobilisations de Seattle contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1999 et contre le G8 à Gêne, en 2001, en passant par l'organisation des forums sociaux mondiaux, à partir de celui de Porto Alegre en 2001 (Della Porta *et al.*, 2006). Au sein des mobilisations altermondialistes, le contexte est favorable à la valorisation des apports « constructifs » de la méthode de la permaculture. Le slogan « un autre monde est possible » inscrit la capacité de préfiguration au cœur de l'engagement politique des années 2000.

À titre d'exemple, depuis 2001 la militante écoféministe américaine Miriam Simos, mieux connue comme Starhawk, intègre à ses cours de permaculture une formation spécifique en stratégie et organisation politiques. Elle cherche ainsi à aider la communication entre, d'un

côté, les milliers d'activistes « pris de ferveur par les questions de justice sociale » mais sans aucune solution à proposer et, de l'autre, des « concepteurs », très doués pour imaginer des solutions aux problèmes, mais qui négligent l'importance des structures de pouvoir[5]. Son « activisme de la Terre » (*Earth activism*) naît de cette « collaboration » et des « frictions » (Tsing, 2005) générées par la rencontre entre mouvements dont les identités se maintiennent distinctes.

Dans le cycle de mobilisations qui suit la crise financière de 2008 (Della Porta, 2015), l'importance prise par la « forme occupation » (Bulle, 2020) va de pair avec la centralité croissante de la préfiguration écologique dans un contexte où se multiplient les passerelles entre contestation et création de sites d'alternative économique, y compris dans un souci de prise en charge des nécessités matérielles de ceux et celles qui sont engagés dans la lutte.

Dans ce contexte socio-politique de profondes transformations, la première IPC des années 2000 est organisée en Croatie, en 2005. Les discussions indiquent qu'un changement générationnel est en train de se produire. Se démarquant de la tendance de la génération des « pionniers » à intervenir le moins possible dans la dynamique de diffusion du mouvement, la nouvelle génération se fait l'interprète de la nécessité de mieux comprendre les contours du mouvement en vue de trouver une forme de « gouvernance » capable d'assurer un minimum de cohérence et de donner un nouvel élan[6].

Après le Brésil (en 2007), le Malawi (2009), la Jordanie (2011) et Cuba (2013), l'IPC revient en Europe, à Londres, en 2015. Parmi les orateurs, on distingue Rob Hopkins, permaculteur qui a initié le mouvement des « Villes en Transition » (Hopkins, 2008), à partir de l'idée d'utiliser la permaculture (ses éthiques et ses principes) comme une aide à la conception des solutions, à l'échelle de la ville, pour sortir de la dépendance d'énergies fossiles et créer des communautés « résilientes »[7].

Ce mouvement est l'exemple d'une utilisation de la permaculture comme méthode de soutien d'une préfiguration ouverte dans un cadre post-politique. Il promeut des processus de transformation des espaces urbains par le bas, en s'appuyant sur la multiplication des formes de collaboration entre les citoyens et tous les sujets locaux susceptibles de pouvoir apporter une contribution. Cependant, l'accent mis sur la dimension locale a conduit bien souvent à négliger les questions structurelles d'inégalité, favorisant une « dépolitisation du local » (Kenis et Mathijs, 2014). En même temps, au-delà des résultats strictement politiques, le

[5] Starhawk, « Earth Activism: My Personal Journey », paru dans *Reclaiming Quarterly*, printemps 2008. Accessible online: https://starhawk.org/permaculture/my-personal-journey/.
[6] Report final de la IPC7.
[7] Je renvoie pour une histoire et une analyse de ce mouvement à Semal (2019).

mouvement a contribué à promouvoir des processus d'alphabétisation écologique et à construire des compétences citoyennes utiles pour l'évaluation écologique des politiques de transition (Centemeri 2019).

Un exemple d'implication de la permaculture dans un processus de préfiguration ouverte mais radicale de l'espace urbain, est, par contre, celui des *Indignados* à Barcelona. Comme l'analysent les travaux de Viviana Asara (2020), après la phase la plus connue que fut l'occupation de la Plaça Catalunya, le mouvement s'est organisé en un réseau d'assemblées de quartier qui a permis l'émergence de diverses initiatives économiques alternatives. L'imaginaire écologique incarné par ces « territoires de préfiguration » a nourri la critique des Indignados à l'égard des politiques de logement et des logiques de développement urbain prônées par le gouvernement de la ville, donnant lieu à des revendications axées sur la qualité de vie dans les quartiers, un environnement moins pollué et la nécessité de restructurer les besoins énergétiques de la ville.

Ces expériences de préfiguration ont vu la multiplication des collaborations avec les activistes du mouvement de la permaculture et la socialisation des principes éthiques et de conception de la permaculture avec des militants d'autres mouvements ou de simples habitants. Dans ce cas, les principes de la permaculture ont contribué à l'émergence d'initiatives de préfiguration écologique dans le cadre d'une « politique intersectionnelle et radicale », centrée non seulement sur un imaginaire écologique, mais aussi sur les imaginaires de l'autonomie et des biens communs (Asara, 2019)[8].

Ces exemples confirment la grande diversité des tendances politiques potentielles de la permaculture : de l'individualisme conservateur des *peakists* survivalistes étudiés par Schneider-Mayerson (2015) aux EU, à la « préfiguration fermée » des écovillages, en passant par les multiples déclinaisons de la préfiguration «ouverte ».

Dans une étude récente, le sociologue et activiste de la permaculture Terry Leahy (2021) a tenté de répertorier les imaginaires sociaux qui coexistent aujourd'hui dans le mouvement, citant notamment l'écomodernisme, le réformisme radical, l'écosocialisme et l'écoanarchisme, l'économie sociale et solidaire biorégionaliste. Leahy signale en outre que dans le mouvement est à l'œuvre une dynamique réflexive portant sur trois thèmes en particulier : les questions de justice sociale, de genre, et post-coloniales.

Cette dynamique réflexive participe d'une démarche plus générale, qui s'est mise en place à partir des IPCs en Jordanie et à Cuba pour imaginer une gouvernance du mouvement adaptée

[8] Sur la présence d'un imaginaire « intersectionnel » dans le mouvement de la permaculture, voir Roux-Rosier *et al.* (2018).

aux valeurs fondatrices d'auto-organisation et de mobilisation par le bas (*grassroots*). L'idée sous-jacente à cette initiative, baptisée *Next Big Step* (le prochain grand pas), est celle de s'interroger sur les moyens de permettre un degré plus élevé de coordination des actions au sein du mouvement, de manière à accroître son impact, au-delà de l'échelle locale, en raison aussi de la centralité acquise par la cause climatique comme cause globale de mobilisation. Lors de la treizième IPC en 2017, organisée en Inde, à Hyderabad (capital du Telangana), un support en ligne (le *Permaculture co-Lab*) a été mis en place pour travailler à distance à des projets communs[9]. Dans ce cadre, il est proposé l'expérimentation d'outils d'organisation et de prise de décision, tels la « sociocratie » (Endenburg, 1988), le modèle dit de la « constellation » pour une gouvernance collaborative (*Constellation Model of Collaborative Governance*), le *teal thinking* qui encourage l'autogestion et l'auto-organisation.

La convergence de Hyderabad a vu la participation, parmi les intervenants, de Vandana Shiva, militante écoféministe très connue pour son engagement au service de l'agriculture paysanne et contre le brevetage du vivant et la « biopiraterie ». L'histoire de l'arrivée de la permaculture en Inde a été reconstituée par la sociologue Simin Fadaee (2019), depuis la première visite de Mollison en 1986 et la création de l'Association indienne de permaculture en 1989 jusqu'à la première convergence nationale en 2016 et la convergence internationale en 2017. Elle montre comment le mouvement indien de la permaculture rassemble un groupe hétérogène de praticiens - membres d'ONG, agriculteurs traditionnels, représentants de la classe moyenne urbaine « pro-pauvres », néo-ruralistes - qui sont liés à l'héritage du mouvement d'indépendance indien (notamment à travers les figures de Gandhi et de Bhimrao Ramji Ambedkar). L'analyse de Fadaee montre que, dans ce cas spécifique, la permaculture s'est répandue grâce à des « traducteurs » qui l'ont rendue intelligible à la lumière des traditions culturelles et politiques locales, au point que le terme permaculture n'est même plus mentionné par ceux qui s'en inspirent.

4 Les devenirs incertains d'une méthode « fluide » de préfiguration écologique

Alors que le mouvement de la permaculture a réussi à s'étendre mondialement et à gagner en popularité, ses réalisations sont devenues de plus en plus hétérogènes, une logique de la préfiguration ouverte s'affirmant à côté des expériences de préfiguration fermée et d'une pléthore d'appropriations individualisées.

De manière très similaire aux caractéristiques que De Laet et Mol (2000, p. 226) prêtent à un « objet fluide », la méthode de la permaculture apparaît aujourd'hui comme une technique de

[9] L'espace virtuel du coLab est joignable à l'adresse https://www.perma.earth/.

préfiguration écologique qui, tout en étant identifiable par ses éléments de base (les éthiques et les principes de conception), « n'est pas définie de manière trop précise », « ne s'impose pas mais cherche à être utile », « est adaptable, flexible et réactive » aux contextes. De nombreuses appropriations et collaborations ont confirmé le potentiel démocratique de cette méthode de préfiguration écologique mais ses utilisations à l'appui de projets politiquement plus ambigus n'ont pas manqué.

Dans le contexte européen, la fluidité de la permaculture a été exploitée au profit de projets politiques de nature réactionnaire, liés à la sphère d'activité de la soi-disant « nouvelle droite ». C'est le cas en France de l'association politique « Égalité et Réconciliation (E&R) », fondée en juin 2007 par Alain Soral. Cet ancien militant du Front national est un maître du « confusionnisme » (Corcuff, 2021), c'est-à-dire du brouillage systématique des repères éthiques et politiques. Il héberge sur le site d'E&R un certain nombre de vidéos consacrées à la permaculture, avec la participation de Nicolas Fabre (pseudonyme de Nicolas Pezeril), auteur de *Mon retour à la terre : guide du néo-rural*, publié en 2014 chez Kontre Kulture, la maison d'éditions de E&R[10]. La permaculture est présentée par Nicolas Pezeril non pas comme un mouvement mais comme un ensemble de solutions pour assurer une production agricole durable (les buttes, la forêt nourricière, les associations d'espèces etc.) au service d'une vision politique de culturalisme différentialiste.

Le problème des stratégies « confusionnistes » qui infiltrent le mouvement de la permaculture apparaît comme une préoccupation éminemment continentale : elle a émergé dans les débats sur la permaculture en France, Allemagne, Italie, Russie, République tchèque (voir en particulier Davidov, 2015 ; Kolářová , 2020) [11]. Elle est moins présente dans le contexte anglo-saxon. De manière parlante, le texte de Leahy (2021) consacré à « la politique de la permaculture » ne fait pas référence à cette problématique.

Face à ces tendances, les associations de permaculture semblent manquer de moyens d'agir efficacement et c'est l'inaction qui prévaut. Le parti pris pour la diversité conduit à ne pas vouloir tracer une ligne claire entre appropriations légitimes et illégitimes de la méthode, collaborations à soutenir et collaborations inopportunes. L'idée post-politique qu'il serait possible « d'être d'accord avec la majorité des personnes, de toutes les races et religions, sur les fondamentaux d'une éthique basée sur la vie et des procédures de bon sens, dans tous les

[10] Voir l'enquête qui lui a consacré en mars 2021 le journal *L'âge de faire* : https://lagedefaire-lejournal.fr/en-bourgogne-lecologie-dextreme-droite-prend-racine/.

[11] Sur le cas allemand je renvoie à l'enquête du journal *The Guardian*: https://www.theguardian.com/world/2020/jun/28/german-far-right-infiltrates-green-groups-with-call-to-protect-the-land

groupes culturels » (Mollison, 1988, p.508) sous-estime le fait qu'une éthique basée sur la vie et des procédures de bon sens ne sont pas en elles-mêmes nécessairement gage d'une organisation démocratique de la société et que, de manière plus générale, il s'agit de concepts éminemment ambigus (Swyngedouw, 2010).

En outre, l'accent sur la finalité exclusivement éducative des associations de permaculture, ainsi qu'une vision très axée sur la volonté et la prise de responsabilité individuelles finissent par créer de l'opacité sur les injustice structurelles qui bloquent la transition écologique et qui nécessitent des conflits politiques pour exiger des mesures de redistribution.

En même temps, les associations de permaculture sont aujourd'hui devenues, prioritairement pour une partie des classes moyennes urbaines, des lieux d'exploration des contours d'une citoyenneté écologique active, des espaces où expérimenter la bascule environnementale et développer un *éthos* dans la relation aux milieux promouvant l'attention au devenir de la « communauté biotique » (Leopold, 1949) . Elles opèrent en vue du soutien de l'éducation à la méthode scientifique et écologique et transmettent des compétences d'enquête et d'évaluation, tout en invitant à s'engager directement, dans le quotidien pour prendre soin de soi, des autres et des milieux. Autrement dit, une évaluation du mouvement de la permaculture nécessite de s'intéresser aux résultats non seulement politiques, mais aussi sociaux (Varvarousis et al., 2021), culturels (Van Dyke et Taylor 2018) et techniques de ce mouvement. Dans ce sens, le mouvement de la permaculture participe, dans les pays du Nord global, à l'émergence d'une « société écologiquement civile » qui est de plus en plus alertée sur les limites d'une vision de la transition écologique qui fait abstraction des inégalités sociales et des rapports de pouvoir faisant obstacle au changement.

Comme Leahy (2021, p.99) incite à le faire, les activistes du mouvement de la permaculture doivent prendre conscience de sa composition de classe et de la dépendance de sa vision post-politique à l'égard de la disponibilité de revenus de la classe moyenne. Cela serait un bon point de départ pour reconnaître la nécessité de multiplier les collaborations avec des mouvements ayant d'autres composantes sociales et visions du changement.

La capacité du mouvement de la permaculture à soutenir la construction de sociétés écologiques « ouvertes » (Audier, 2017) dépendra donc crucialement de la détermination de ses membres à multiplier les collaborations avec les mouvements pour la justice environnementale et climatique (Martínez-Alier dans ce numéro). En particulier, la permaculture peut contribuer à promouvoir auprès des classes moyennes une approche de la question écologique comme question non pas prioritairement de la nature mais de la

subsistance (Pruvost 2021). Il s'agit d'une perspective qui met étroitement en relation l'organisation de la production agricole avec l'organisation du reste de la société et, par conséquent, avec les impacts de l'économie sur l'environnement et le climat. Cela revient à placer la transition agroécologique au centre du débat sur la transition écologique, contribuant ainsi à « écologiser la question agraire » et à « agrarianiser le problème de la justice climatique » (Yaşın 2022). La permaculture pourrait ainsi faciliter la création de ponts entre l'engagement des classes moyennes urbaines pour la sortie d'une économie de croissance et les luttes paysannes rurales[12].

On ne saurait donc trop insister sur l'importance d'une lecture plus complexe de la justice climatique, qui tienne compte à la fois des impacts de la combustion des ressources fossiles et des émissions liées à l'utilisation des sols[13]. Comme le soulignent les recherches de Fadaee en Inde (2019) et de Yaşın en Turquie (2022), lorsque la permaculture reste proche de ses racines agro-écologistes, elle contribue à populariser une compréhension de l'agroécologie comme étant un projet politique de transformation sociale qui favorise non seulement une réorganisation du secteur agricole, mais un réagencement des espaces urbains et ruraux et un dépassement des logiques centre-périphérie, à partir de la recherche d'une capacité accrue d'autonomie (au sens de *self-reliance*, Galtung 1976) des territoires, à tous les niveaux. C'est la base d'une organisation économique de paix et non pas de guerre (Galtung 1996).

La possibilité de diffusion de ce type de collaborations tiendra à la détermination des associations de permaculture à promouvoir activement ces alliances. Il dépendra de leur capacité à promouvoir l'alliance entre « courage technique » et « courage politique » (Maldonado, 1970, p.121) au service d'une transition (agro)écologique guidée par des objectifs de justice, de solidarité et de reconnaissance de la diversité des formes de vie écologiques-démocratiques.

Bibliographie

Asara V., 2020, « Untangling the radical imaginaries of the Indignados' movement: Commons, autonomy and ecologism », *Environmental Politics*, https://doi.org/10.1080/09644016.2020.1773176

Asara V., 2019, « The redefinition and co-production of public services by social movements: The Can Batlló social innovation in Barcelona », *Participation and Conflict*, 12 (2), pp. 539-565

[12] Sur l'alliance entre ces deux mouvements je renvoie à Martínez-Alier (2012).

[13] Je renvoie au rapport spécial issu en 2019 par le GIEC sur le changement climatique et l'utilisation des sols : https://www.ipcc.ch/srccl/

Asara V. et Kallis G., 2022, « The Prefigurative Politics of Social Movements and Their Processual Production of Space: The Case of the Indignados Movement », *Environment and Planning C: Politics and Space*, DOI: 10.1177/23996544221115279.

Audier S., 2017, *La société écologique et ses ennemis Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte.

Barton G. A., 2018, *The Global History of Organic Farming*, London, Oxford University Press.

Benyus J., 1997, *Biomimicry: Innovation Inspired by Nature*, New York, Harper Collins.

Bivar V., 2018, *Organic Resistance. The Struggle over Industrial Farming in Postwar France*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.

Bulle S., 2020, *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*, Grenoble, UGA Editions.

Centemeri L., 2019, *La permaculture ou l'art de réhabiter*, Versailles, QUAE.

Centemeri L., 2018, « Commons and the New Environmentalism of Everyday Life. Alternative Value Practices and Multispecies Commoning in the Permaculture Movement », *Rassegna Italiana di Sociologia*, 59(2), pp. 289–313.

Centemeri L. et Asara V., 2022, « Prefiguration and Ecology: Understanding the Ontological Politics of Ecotopian Movements » in *The Future Is Now: An Introduction to Prefigurative Politics*, Monticelli L. (sous la direction de), Bristol, Bristol University Press, pp. 130-143.

Corcuff, P., 2021, *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel.

Crosby A. L., Lorber- Kasunic J. et Vanni Accarigi I., 2014, « Value the edge: permaculture as counterculture in Australia », *M/C Journal*, 17(6), accessible en ligne: http://journal.mediaculture.org.au/index.php/mcjournal/article/view/915

Davidov V., 2015, « Beyond Formal Environmentalism: Eco-Nationalism and the 'Ringing Cedars' of Russia », *Culture, Agriculture, Food and Environment*, 37(1), pp. 2–13.

Dawborn K. et Smith C. (sous la direction de), 2011, *Permaculture Pioneers. Stories from the new frontier*, Hepburn (AU), Melliodora Publishing.

De Laet M. et Mol A., 2000, « The Zimbabwe Bush Pump: Mechanics of a Fluid Technology », *Social Studies of Science*, 30 (2), pp. 225-263.

Della Porta D., 2015, *Social Movements in Times of Austerity. Bringing Capitalism Back into Protest Analysis*, Cambridge, Polity Press.

Della Porta D., Andretta M., Mosca L. et Reiter H., 2006, *Globalization from Bellow. Transnational Activists and Protest Networks*, Minneapolis-London, University of Minnesota Press.

Dhaliwal P., 2012, « Public squares and resistance: The politics of space in the Indignados movement », *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 4 (1), pp. 251-273.

Dobson A., 2007, *Green Political Thought*, London-New York, Routledge.

Eliasoph N. et Lichterman P., 2003, « Culture in Interaction », *American Journal of Sociology*, 108(4), pp. 735-94.

Endenburg G., 1988, *Sociocracy as social design*, Delft, Eburon.

Fadaee S., 2019, « The Permaculture Movement in India: A Social Movement with Southern Characteristics », *Social Movement Studies*, 18(6), pp. 720–34.

Ferguson R. S. et Lovell S.T., 2015, « Grassroots Engagement with Transition to Sustainability: Diversity and Modes of Participation in the International Permaculture Movement », *Ecology and Society*, 20(4), http://dx.doi.org/10.5751/ES-08048-200439.

Ferguson R.S. et Lovell S. T., 2014, « Permaculture for agroecology: design, movement, practice, and worldview. A review », *Agronomy for Sustainable Development*, 34 (2), pp. 251-274.

Fuad-Luke A., 2009, *Design activism. Beautiful strangeness for a sustainable world*, London, Earthscan.

Galtung J., 1996, *Peace by Peaceful Means. Peace and Conflict, Development and Civilization*, London-New Delhi, Sage Publications.

Galtung J., 1976, « Trade or Development: Some Reflections on Self-Reliance », *Economic and Political Weekly*, 11 (5/7), pp. 207-218.

Givan R. K., Roberts K.M. et Soule S.A. (sous la direction de), 2010, *The Diffusion of Social Movements. Actors, Mechanisms and Political Effects*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

Haenfler R., Johnson B. et Jones E., 2012, « Lifestyle Movements: Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements », *Social Movement Studies*, 11(1), pp. 1–20.

Hess D. J., 2007, *Alternative Pathways in Science and Industry*, Cambridge MA-London, The MIT Press.

Hopkins R., 2008, *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, White River Junction (VT), Chelsea Green.

Jasanoff S. et Kim S.-H. (sous la direction de), 2015, *Dreamscapes of Modernity: Sociotechnical Imaginaries and the Fabrication of Power*, Chicago, University of Chicago Press.

Kenis A. et Mathijs E., 2014, « (De)Politicising the Local: The Case of the Transition Towns Movement in Flanders (Belgium) », *Journal of Rural Studies*, 34, pp. 172-183.

Kolářová M., 2020, « Climate Change and the Transition Movement in Eastern Europe: The Case of Czech Permaculture », *Sociologicky Casopis*, 56(3), pp. 363–86.

Leahy T., 2021, *The Politics of Permaculture*, London, Pluto Press.

Leopold A., 1949, *A Sand County Almanac*, New York, Oxford University Press.

Lockyer J. et Veteto J. R. (sous la direction de), 2013, *Environmental Anthropology Engaging Ecotopia. Bioregionalism, Permaculture, and Ecovillagies*, New York-Oxford, Berghahn.

Madge P., 1997, « Ecological Design: A New Critique », *Design Issues*, 13(2), pp. 44–54.

Maldonado T., 1970, *La speranza progettuale. Ambiente e società*, Torino, Einaudi.

Manzini E., 2015, *Design, When Everybody Designs. An Introduction to Design for Social Innovation*, London-Cambridge, MIT Press.

Martínez-Alier J., 2012, « Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements », *Capitalism Nature Socialism*, 23:1, pp. 51-73, DOI: 10.1080/10455752.2011.648839

McGinnis M. V. (sous la direction de), 1999, *Bioregionalism*, London, Routledge.

Mollison B., 1988, *Permaculture – A Designer's Manual*, Tyalgum, Tagari Publications.

Mollison B., 1979, *Permaculture Two. Practical Design for Town and Country in Permanent Agriculture*, Stanley, Tagari Publications.

Mollison B. et Holmgren D., 1978, *Permaculture one: a perennial agricultural system for human settlements*, Melbourne, Transworld Publishers.

Monticelli L. (sous la direction de), 2022, *The Future Is Now: An Introduction to Prefigurative Politics*, Bristol, Bristol University Press

Mulligan M. et Hill S. B., 2001, *Ecological Pioneers: A Social History of Australian Ecological Thought and Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

Pepper D., 2007, « Tensions and dilemmas of ecotopianism », *Environmental Values*, 16(3), pp. 289-312.

Plumwood V., 2008, « Shadow Places and the Politics of Dewelling », *Australian Humanities Review*, 44, pp. 139–50.

Pruvost G., 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte

Puig de la Bellacasa M., 2010, « Ethical Doings in naturecultures ». *Ethics, Policy & Environment. A Journal of Philosophy and Geography*, 13 (2), pp.151-169.

Reinecke J., 2018, « Social Movements and Prefigurative Organizing: Confronting Entrenched Inequalities in Occupy London », *Organization Studies*, 39(9), pp. 1299–1321.

Rollot M., 2018, « Aux origines de la 'biorégion'. Des biorégionalistes américains aux territorialistes italiens », *Métropolitiques*, 22 octobre 2018, https://metropolitiques.eu/Aux-origines-de-la-bioregion.html.

Roux-Rosier A., Azambuja R. et Islam G., 2018, « Alternative Visions: Permaculture as Imaginaries of the Anthropocene », *Organization*, 25(4), pp. 550-572.

Schlosberg D., 2019, « From postmaterialism to sustainable materialism: the environmental politics of practice-based movements », *Environmental Politics*, https://doi.org/10.1080/09644016.2019.1587215

Schlosberg D. et Coles R., 2016, « The New Environmentalism of Everyday Life: Sustainability, Material Flows, and Movements », *Contemporary Political Theory*, 15(2), pp. 160-81.

Schneider-Mayerson M., 2015, *Peak Oil. Apocalyptic Environmentalism and Libertarian Political Culture*, Chiacago-London, The University of Chicago Press.

Semal L., 2019, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, Paris, Presses Universitaires de France.

Shawki N., 2013, « Understanding the Transnational Diffusion of Social Movements », *Humanity & Society*, 37(2), pp.131–58.

Snow D. A. et Benford R.D., 1999, « Alternative Types of Cross-national Diffusion in the Social Movement Arena », in *Social Movements in a Globalizing World*, della Porta D., Kriesi H. et Rucht D. (sous la direction de), New York, St. Martin's Press, pp. 23-29.

Soule S. A., 2004, « Diffusion Processes within and across Movements », in *The Blackwell Companion to Social Movements*, Snow D.A., Soule S. A. et Kriesi H. (sous la direction de), Malden (MA), Blackwell Publishing, pp. 294-310.

Swyngedouw E., 2010, « Apocalypse forever? Post-political populism and the spectre of climate change », *Theory, Culture & Society*, 27 (2-3), pp. 213–32.

Tarrow S., 2005, *The New Transnational Activism*, New York, Cambridge University Press.

Trom D., 2001, «Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs : origines et actualité d'une perspective», in *Les formes de l'action collective*, Cefaï, D. et Trom D. (sous la direction de), Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 99-134

Tsing, A. L., 2005, *Friction An Ethnography of Global Connection*, Princeton-Oxford: Princeton University Press.

Van Dyke N. et Taylor V.A., 2018, « The cultural outcomes of social movements », in *The Blackwell Companion to Social Movements*, Snow D.A., Soule S.A., Kriesi H., McCammon H.J. (sous la direction de), Oxford (UK), Blackwell, pp. 482–98.

Varvarousis A., Asara V., Akbulut E.B., 2021, «Commons: A Social Outcome Of The Movement Of The Squares », *Social Movement Studies*, 20 (3), pp. 292-311, DOI: 10.1080/14742837.2020.1793753

Yaşın T. Z, 2022, « The Environmentalization of the Agrarian Question and the Agrarianization of the Climate Justice Movement », *Journal of Peasant Studies*, 49(7), pp. 1355–86.

Yates, L., 2015, « Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements », *Social Movement Studies*, 14 (1), pp. 1-21.

Wenger E., 1988, *Communities of practice: Learning, meaning, and identity*, Cambridge (UK), Cambridge University Press.

Wilson J. et Swyngedouw E. (sous la direction de), *The Post-Political and Its Discontents*, Edinburgh, Edinburgh University Press.